

prince de Caramanica, nouveau vice-roi de Sicile.

A N G L E T E R R E.

LONDRES (le 11 Avril). Les discussions parlementaires continuent de rouler sur des objets, qui, quoique domestiques à la Grande-Bretagne, intéressent néanmoins, soit par leur nature, soit par les efforts des deux partis. Le bil relatif à l'administration de l'Inde ne cause pas moins de débats dans la chambre-haute, qu'il n'en a fait naître dans les communes. Le 31 Mars, lorsque ce bil, qui aggrandit l'étendue du pouvoir des gouverneurs dans l'Inde, fut porté à la chambre, le comte Fitzwilliam en attaqua les dispositions : il demanda les raisons des changemens au dernier bil, passé sur le même sujet : il soutint, qu'une autorité arbitraire n'existant pas dans la Grande-Bretagne, le corps législatif ne pouvoit déférer à d'autres ce qu'il ne possédoit pas lui-même. Le lord Walsingham nia le principe fondamental de ces reproches, soutenant que le présent bil n'étoit qu'un développement de celui de 1784, & qu'entre l'alternative ou de perdre les établissemens de l'Inde ou d'y établir une administration, adaptée aux circonstances du pais & des affaires, il y avoit d'autant moins de doute à opter, que les réglemens en question n'affecteroient que les officiers civils & militaires. Le vicomte Stormont envisagea la question sous un autre point de vue : il con-

vint,